



L'Europe et la mondialisation

Groupe de recherche

sur l'intégration européenne

CICC (université de Cergy-Pontoise)

UMR Irice

Les cahiers du Cicc

direction de publication

et éditeur général

Pr. René Lasserre

CICC, université

de Cergy-Pontoise,

33 boulevard du Port,

95011 Cergy-Pontoise

cedex

série Colloques

et recherches

de sciences humaines

rédaction Pr. Gérard

Bossuat

comité de lecture

Groupe de recherche

sur l'intégration

européenne

ISSN 1268-7952

Remerciements :

financement de la table

ronde UMR Irice ;

financement

de la publication :

CICC université

de Cergy-Pontoise,

équipe d'accueil

(EA 2529).

éditions Soleb,

collection « études

contemporaines »

ISSN 1953-9118

L'Union européenne est à un tournant de son existence en raison des élargissements qu'elle connaît depuis 2005. Élargissement contre achèvement et approfondissement? Beaucoup d'observateurs doutent de sa capacité à renforcer son action extérieure et à compter dans les affaires du monde. Les chercheurs, rassemblés pour cette table ronde sur l'Europe dans la mondialisation, ont voulu faire le point, chacun dans leur domaine, sur le rôle que l'Union peut jouer dans les relations internationales contemporaines. La Communauté européenne a été un vecteur de la libéralisation des échanges et de la mondialisation, mais elle a affirmé aussi son attachement à des modèles économiques ou sociaux propres. L'Union européenne évolue donc dans un rapport subtil entre identité vigoureusement revendiquée et ouverture libérale. Acteur essentiel de notre monde, l'Union européenne de 2006 est l'héritière de la Communauté européenne bâtie par les fondateurs dans la perspective de contribuer à l'harmonie des relations internationales tout en affichant son souci de rester un pôle de décision et d'influence original.

19 euros



9 782952 372633

ISBN 2-9523726-3-2

éditions Soleb

5 rue Guy-de-la-Brosse

75005 Paris

www.soleb.com, livres@soleb.com



L'Europe et la mondialisation

Groupe de recherche

sur l'intégration européenne

Cicc (université de Cergy-Pontoise)

UMR Irice

contributeurs

Valérie Aubourg

Marie-Curie Fellow,

université

de Cergy-Pontoise,

université Columbia

Gérard Bossuat

université

de Cergy-Pontoise

Éric Bussière

université

de Paris-IV Sorbonne

Lucia Coppolaro

institut universitaire

européen, Florence

Dimitri Grygowski

université d'Arras

Ann-Christina

Knudsen

université d'Aarhus

(Danemark)

Guia Migani

université de Padoue

Régine Perron

université

de Cergy-Pontoise

Maxime Tourbe

université

de Cergy-Pontoise

Soleb



L'Europe et la mondialisation

Groupe de recherche

sur l'intégration européenne

CICC (université de Cergy-Pontoise)

UMR Irice

Les cahiers du CICC

direction de publication et éditeur général
Pr. René Lasserre
CICC, université de Cergy-Pontoise,
33 boulevard du Port, 95011 Cergy-Pontoise cedex

**série Colloques et recherches
de sciences humaines**

rédaction Pr. Gérard Bossuat
comité de lecture Groupe de recherche
sur l'intégration européenne
ISSN 1268-7952

Remerciements : financement de la table ronde
UMR Irice ; financement de la publication :
CICC université de Cergy-Pontoise,
équipe d'accueil (EA 2529).

éditions Soleb,
collection « études contemporaines »
ISSN 1953-9118

éditions Soleb

5 rue Guy-de-la-Brosse
75005 Paris
www.soleb.com
livres@soleb.com

Sous la direction de Gérard Bossuat

L'originalité des Communautés
européennes dans le processus
de mondialisation

L'Europe et la mondialisation

**table-ronde
Paris-1 Panthéon-Sorbonne
19 septembre 2005**

Groupe de recherche

sur l'intégration européenne

CICC (université de Cergy-Pontoise)

UMR Irice

sommaire

Introduction Valérie Aubourg	7	Le paradoxe européen : une perspective économique sur les années quatre-vingt. Régine Perron	108
Le projet de la Commission pour les relations extérieures de la Communauté économique européenne, 1958-1972, la « mondialisation en question ». Gérard Bossuat	10	La Communauté économique européenne et la Commission économique pour l'Afrique de l'ONU : un projet de développement pour les échanges mondiaux. Guia Migani	120
Entre intégration régionale, vision atlantique et perspective mondiale : Pierre Uri, la CEE et la libéralisation commerciale internationale à la veille du Kennedy Round. Valérie Aubourg	42	Services d'intérêt économique général et Public Utilities : quelques similitudes entre les expériences européenne et américaine. Maxime Tourbe	136
Between regionalism and multilateralism : the EEC in the Gatt negotiations of the Kennedy Round (1964-1967). Lucia Coppolaro	64	Résistance ou faiblesse de l'Europe face au discours monétariste ? Dimitri Grygowski	162
Community welfare for farmers and external pressures for change : the common agricultural policy from Mansholt to MacSharry (1962-1992). Ann-Christina Knudsen	84	Conclusion Éric Bussière	184

participants à la table ronde du 19 septembre 2005

Valérie Aubourg, Marie-Curie Fellow, université de Cergy-Pontoise,
université Columbia (New-York)

Gérard Bossuat, professeur d'histoire contemporaine,
université de Cergy-Pontoise

Éric Bussière, professeur d'histoire contemporaine,
université de Paris-IV Sorbonne

Lucia Coppolaro, doctorante, institut universitaire européen,
Florence (Italie)

Dimitri Grygowski, Ater en histoire, université d'Arras

Ann-Christina Knudsen, professeur associée,
université d'Aarhus, (Danemark)

Guia Migani, chercheur associé, université de Padoue (Italie)

Régine Perron, maître de conférences en histoire contemporaine,
université de Cergy-Pontoise

Georges Saunier, maître de conférences associé, université
de Cergy-Pontoise

Maxime Tourbe, Ater, UFR de Droit, université
de Cergy-Pontoise

introduction

Depuis sa création en 1957, la Communauté économique européenne (CEE), appuyée sur une union douanière spécifique, a fondé son action en même temps sur la libéralisation des échanges internationaux et sur la préservation d'une préférence communautaire. Historiquement, le renforcement et l'extension de la CEE comme construction régionale ont eu lieu dans un contexte de forte libéralisation des échanges commerciaux, puis de mondialisation de l'économie (*globalization*), comme les institutions de Bretton Woods l'avaient prévu.

Libéralisation et interdépendance économique croissantes évoquent le poids grandissant des grandes compagnies privées transnationales, une internationalisation économique touchant la production, le commerce et la finance, des échanges accrus entre sociétés, mais aussi des enjeux politiques et culturels quand ces termes sont appliqués à la communication et à la culture, dans les années 1990. Le phénomène touche désormais, au-delà des questions tarifaires, des secteurs nouveaux (santé publique, sécurité alimentaire, services, propriété intellectuelle, règles de concurrence, législation environnementale, législation sociale, etc.) qui ne sont pas toutes de la compétence exclusive de la Commission comme l'est la politique commerciale commune, mais concernent des compétences partagées entre États membres et Commission.

En outre, la mondialisation, au-delà des phénomènes quantifiables, est aussi caractérisée par des représentations contradictoires qui influencent les opinions publiques et les décisions des acteurs européens. La Communauté européenne (et plus tard l'Union européenne) a été profondément impliquée dans ce processus, dont elle a été à la fois un récepteur, un vecteur, et un acteur, en vertu du traité de marché commun¹, et sur lequel les opinions publiques et les institutions européennes ont produit un discours qui leur est propre. La complexité de sa situation est évidente dans les médias: l'Union européenne est présentée par certains comme un rempart économique, social et culturel contre l'impact négatif de la mondialisation, tandis que d'autres voient en elle l'un des principaux artisans d'un processus dangereux et niveleur, dominé politiquement et économiquement par les États-Unis. On voit ici poindre un second aspect dans des débats: si la mondialisation est assimilée, ainsi que le font beaucoup de commentateurs, à une américanisation de l'économie, des techniques et des goûts, comment analyser la place qu'a tenue l'Union européenne dans ce processus?

Les Communautés européennes ont-elles seulement subi cette mondialisation, voyant leur modèle propre remis en cause et altéré? Ont-elles un discours, une politique et une place spécifiques dans la mondialisation? Ont-elles contribué à modérer un processus plus complexe qu'une simple américanisation? Quelle vision l'Union tente-t-elle de promouvoir en défendant les notions de « mondialisation maîtrisée », de « développement durable », de « commerce équitable » ou de mondialisation « socialement responsable » dans les enceintes internationales? Le rapport des Communautés à la libération mondiale des échanges puis à la mondialisation passe par des étapes significatives depuis 1958: zone de libre-échange entre les pays de l'OECE ou union douanière à Six, négociations au Gatt (Dillon Round et Kennedy Round), communauté atlantique, partenariat, élargissement et place du Commonwealth spécificité de la relation avec les pays ACP, exception culturelle (Uruguay Round), place de l'Union dans l'OMC.

Un tel sujet mérite, à l'évidence, un traitement nuancé et une approche pluridisciplinaire. Un sondage Eurobaromètre réalisé avant l'élargissement, fin 2003, indique que 51 % des personnes interrogées dans l'Union européenne se disent plutôt favorables à la mondialisation; 56 % considèrent que la mondialisation « constitue une bonne opportunité » pour l'économie de leur pays, tandis que 39 % la voient comme une menace; mais 75 % jugent que les États-Unis ont trop d'influence dans le processus de mondialisation². Or de nombreux problèmes très contemporains touchant à l'Europe et à la mondialisation sont familiers aux historiens de l'unité européenne. Replacer ces questions dans la longue durée semble donc très fructueux.

Que peut nous apprendre un retour aux sources pour mieux comprendre la situation actuelle? Cette journée d'étude, regroupant des chercheurs d'horizons variés a permis d'apporter un éclairage historique stimulant, de définir plus précisément des termes parfois fort vagues, et ainsi de contribuer au débat.

¹ L'article 131 du traité instituant la CE indique qu'elle a pour objectif de « contribuer, dans l'intérêt commun, à un développement harmonieux du commerce mondial, à l'abolition progressive des restrictions du commerce international et à la diminution des barrières douanières ».

² Octobre 2003, FL151b, en ligne sur le site de la Commission européenne.